

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-avancee-irresistible-de-la-militarisationRaul-Zibechi>

# **L'avancée irrésistible de la militarisationRaúl Zibechi**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 22 octobre 2011

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

La récente approbation du *Traité de libre échange* (TLC) entre la Colombie et les États-Unis réaffirme la politique militariste du gouvernement de Barack Obama vers l'Amérique Latine, comme la principale voie pour résoudre la crise économique et le déclin de l'hégémonie globale et régionale. Ironies de la vie, le TLC poussé par le conservateur George W. Bush a été dénoué après cinq ans par le Congrès, sous le « progressiste » Obama, montrant que quand il s'agit des intérêts impériaux et multinationaux il n'y a pas de différences substantielles entre les deux partis politiques des États-Unis.

Le président Juan Manuel Santos a déclaré : « c'est le traité le plus important que nous avons signé dans notre histoire », bien qu'il va couler la production agricole, comme ce fut déjà le cas dans tous les pays qui ont signé ces accords. Cependant, comme le journaliste colombien Antonio Caballero signale dans sa colonne intitulée « [El empalamiento](#) » (Semana, 15/10/2011), le traité est en réalité « un acte de soumission » qui approfondit le rôle de gendarme régional de la Colombie.

Nous sommes devant un choix clair des élites pour le « néolibéralisme armé » qui leur permet d'augmenter les profits et en même temps de bloquer la protestation sociale. Ce modèle, qui s'applique déjà avec succès au Guatemala et au Mexique, et qui tend à s'étendre à toute la région, est le régime politique adapté pour provoquer « l'accumulation par dépossession » que David Harvey analyse dans *Le nouvel impérialisme* (Akal, 2003), bien que le géographe britannique ne précise pas dans ses travaux le type d'État qui correspond à ce mode d'accumulation.

La Colombie affiche la plus grande dépense militaire reconnue de forme officielle de la région, qui atteint presque 4 % du PIB, le double en pourcentage de celle du Brésil et presque trois fois plus que celle du Venezuela, alors que d'autres sources l'estiment jusqu'à 6 %. Actuellement, l'armée de la Colombie dispose de 230 000 hommes, le même nombre que celle du Brésil, qui a une surface sept fois plus grande et une population quatre fois supérieure. La disproportion par rapport à ses voisins l'Équateur et le Venezuela est énorme, bien que les médias s'obstinent à montrer que la vraie menace à la paix vient Caracas.

Sous les deux gouvernements d'Álvaro Uribe (2002-2010) les paysans ont été déposés de 6 millions d'hectares et il y a eu 3 millions de déplacés. À la politique de privatisations de son prédécesseur (télécommunications, banque, pétrole), Santos ajoute maintenant le *reprimarisation* [retour vers le secteur primaire] de l'économie orientée vers l'exploitation de minerais, de gaz, de charbon, d'or et de pétrole, et l'expansion de l'agro-exportation de soya, de canne à sucre et de palmier africain. Une partie des capitaux qu'ils « investissent » dans ces affaires provient des paramilitaires et du trafic de stupéfiants que les armes et les biens volés ont uni.

La Colombie figure parmi les 10 pays les plus inégaux du monde. Avec les réformes du travail, les entrepreneurs ne paient déjà même plus les heures supplémentaires. La santé et l'éducation subissent des coupes pour grossir le budget de guerre et la privatisation veut avancer sur les universités, malgré la vaste mobilisation estudiantine. C'est ainsi que le « néolibéralisme armé » fonctionne, fils prodigue du *Plan la Colombie*, couronné maintenant du TLC.

À l'intérieur, le *Plan Colombie* est spoliation et militarisation pour freiner la résistance. À l'extérieur, il transforme le pays en la principale plate-forme de la politique militaire du Pentagone. Une étude du *Centre de recherche et de l'Éducation Populaire* (Cinep) remarque que sous les deux gouvernements d'Uribe la mobilisation sociale fut la plus forte au cours du demi-siècle passé : presque quatre fois plus de conflits par an que dans les décennies de 1960 et de 1970, et 50 % de plus que dans celle de 90.

La guerre et la militarisation se sont précisément envolées dans les départements qui présentent la plus grande résistance sociale, qui sont aussi ceux où l'avancée des mégaprojets d'extraction est plus intense. La guerre que provoque *Plan la Colombie*, dont les bénéfices seront transvasés par le TLC, sert à libérer des territoires pour l'accumulation de capital. Il faut s'arrêter sur l'enchaînement entre guerre et néolibéralisme, violence et

accumulation, pour comprendre de quoi retourne le modèle, bien que ceci soit marqué par une bataille électorale médiatique tous les quatre ans et des déclarations contre le trafic de stupéfiants et la guérilla.

Mais le modèle tend à déborder sur toute la région. Le 27 septembre, la Chambre des députés du Paraguay a voté l'état d'urgence pendant 60 jours dans deux départements : Concepción et San Pedro, les plus pauvres, et dans lesquels le mouvement paysan a joué le rôle principal dans plusieurs mobilisations les plus importantes. L'excuse est de combattre l'*Armée du Peuple Paraguay* (EPP), un groupe qui selon le ministère public dispose de 10 membres. La mesure qui habilite déjà l'action des forces armées comme police intérieure avait été adoptée en 2010 pour 30 jours dans cinq départements, sans arrêter aucun membre de l'EPP.

Abel Irala, du *Serpaj*, attribue la militarisation au modèle productif : « L'agro-business a besoin d'avancer sur les terres du trafic de stupéfiants, et dans ce conflit la militarisation joue en faveur du soja. Le paysan qui plante de la marijuana est le dernier en bas de l'échelle, et sa femme, quand ils le mettent en prison, vend ce terrain pour le sortir de la prison, et il est vendu aux exploitations de soja ». La *Coordinatrice des Droits de l'homme* a dénoncé que 500 militants sociaux sont poursuivis, que les tortures sont plus fréquentes et que la justice utilise les qualificatifs de « perturbation de la paix publique », pour faire des marches qui ne coupent pas de routes, et « de sabotage », au blocage de routes, ce qui est passible de 10 ans de prison.

Ce n'est pas un hasard si les conseillers militaires des forces répressives paraguayennes sont colombiens. Le « néolibéralisme armé », avec ou sans TLC, ne reconnaît pas de frontières idéologiques et se propose d'anéantir ou de domestiquer les mouvements anti-système. Au milieu de la profonde crise que nous vivons, il y a des échantillons de ce que ceux de là-haut ont misé sur un militarisme dur et pur.

[La Jornada](#). Mexique, le 21 octobre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 22 octobre 2011.